

**RAPPORT DE MISSION AU CAMEROUN ET AU SENEGAL  
DU 12 AU 22 AOUT 1991 POUR LA COLLECTE DES INFORMATIONS  
ET DES DONNEES EN VUE DE PREPARER LES PRODUITS  
1.1 (vi)(c) et 4.1 (ii)(b)**

**Préparé par B. CISSE  
IHSD/IPPIS**

## I. INTRODUCTION

Le programme de travail de la Division de l'Industrie et des Etablissements Humains pour le biennium 1990-1991 prévoit entre autres activités une publication technique sur l'importance du secteur industriel non structuré en Afrique et un atelier sous-régional sur la planification, le recueil des données et la formulation des politiques industrielles à l'intention des cadres intermédiaires des pays de l'Afrique centrale.

Le mandat de la mission qui s'est déroulée du 12 au 22 août 1991 au Cameroun et au Sénégal était en rapport avec les activités décrites ci-dessus. En plus, la mission devait rendre compte aux Gouvernements des pays, des décisions de la 14ème réunion du Conseil d'administration du CRACFT notamment, le paiement par les Etats de leur contribution financière pour l'exercice 1991 et de leurs arriérés.

## II. RESULTATS DE LA MISSION

Les activités suivantes ont été réalisées pendant la mission.

(a) Information et collecte des données sur le secteur industriel non structuré.

Cette étude a pour object:

- d'analyser les facteurs qui ont conduit au développement des activités informelles et de ses possibilités quant à sa contribution au renforcement et à la diversification de la production, de même que ses faiblesses structurelles dues aux contraintes exercées par son environnement économique; et

- de proposer des recommandation en faveur des entreprises du secteur informel en vue d'accroître leur contribution au développement économique.

La mission a pu recueillir des informations assez utiles sur le secteur notamment les causes de son émergence, ses formes d'organisation, quelques agrégats relatifs à ses performances, les contraintes à son développement et les apports possibles pour son développement.

Dans les deux pays, les autorités insistent sur la force du secteur pendant cette période de crise et recommandent à la CEA de préparer des études méthodologiques sur la mesure de l'impact du secteur dans les économies africaines.

(b) Atelier sous-régional sur la planification, le recueil des données et la formulation des politiques industrielles dans les

pays de l'Afrique centrale à l'intention des planificateurs et des gestionnaires industriels de niveau intermédiaire.

Concernant cette question, la mission a discuté avec les autorités du ministère de l'industrie de la République du Cameroun, les points suivants:

- dates du séminaire 25-27 novembre 1991;
- mise à la disposition de la CEA, d'une salle de réunion avec des facilités pour le secrétariat notamment deux secrétaires, deux à trois micro-ordinateurs, une photocopieuse et diverses fournitures pour impression,
- un bus pour le transport des participants,
- la prise en charge par le Gouvernement des rafraichissements ou le café pendant les pauses,
- la préparation de deux communication écrites sur:
  - (1) la TVA comme instrument de politique industrielle;
  - (2) la méthodologie de la préparation du plan directeur d'industrialisation du Cameroun.

Sur ces différents points, les autorités:

- marquent leur accord de principe pour les nouvelles dates proposées;
- acceptent de préparer les deux communications écrites;
- se concerteront avec le Ministre et informeront la CEA des facilités que le Gouvernement pourrait mettre à la disposition de la réunion.

Le bureau du Mulpoc a accepté de faire le suivi des préparatifs du séminaire et se chargera le moment venu de trouver un hôtel de bon standing pour l'hébergement des participants.

(c) Contribution financière au CRACFT.

- Le Cameroun a pris note du montant de sa contribution et de ses arriérés qui s'élèvent à 136.774 dollars E.U. et a promis d'honorer une partie ou la totalité de cette dette;

- la contribution et les arriérés de paiement du Sénégal s'élèvent à 393.936 dollars E.U. Le Ministère de l'industrie du

Sénégal pense qu'avant le débours de cette dette, le CRACFT doit au préalable organiser une mission dans ce pays pour expliquer son utilité comme institution d'appui en matière de recherche et de formation aux différents opérateurs économiques. Sur la base des appréciations de ces derniers, le Gouvernement prendrait les mesures appropriées vis-à-vis de cette institution.

### III. PERSONNES RENCONTREES

La mission a rencontré les personnes suivantes:

#### a) CAMEROUN (12-16 août 1991)

##### Mulpoc Yaoundé

Mme. DIAROUMEYE, Directeur

M. MAHAMAT, Economiste

##### Ministère du Plan

Mme. IBOKLENE, Economiste

MM. SAMA DOO Finley, Directeur du Plan

NGONKANG SAVANG Jean, Sous-directeur de la  
Planification industrielle et des  
infrastructures

ALINDA NABOUNGUE, Sous-directeur de la  
Planification industrielle

TABOUE, Statisticien Economiste, Chef Division des  
comptes nationaux

N'TAMACK Joseph, Economiste

##### Ministère de l'Economie et des Finances

Mr. MOMOH André, Sous-directeur du Contrôle économique

##### Fonds d'aide, de garantie et de crédit aux petites entreprises (FOGAPB)

Mr. NGOA NKO Boniface, Chef département de la promotion

Mme BAKANG, Economiste, Chef de service Conseil

Ministère du Commerce et de l'Industrie

MM. NDONGA Celestin, Directeur de l'industrie

JOB Jean Michel, Ingénieur polytechnicien,  
Sous-directeur des Etudes industrielles

SIMO David, Economiste industriel

MVENE Simon, Chef Service distribution  
Direction du Commerce

NJUENKOU J. Jacques, Economiste  
Direction du Commerce

Ministère de l'Emploi

Mme NJECK, Ingénieur démographe

b) SENEGAL ( 19-22 août 1991)

PNUD

Mme. PAÏE, Chargée de programme

ONUDI

KONARE Moriké, Directeur ONUDI pour le Cap-Vert, la  
Gambie, le Sénégal et la Mauritanie

Ministère de l'Industrie

MM. NDOYE DIAGNE Mamadou, Conseiller technique

NDIAYE Djibril, Conseiller technique principal

DIOH Simon, Directeur de l'Industrie

Ministère du Plan, Economie, Finances

MM. NGOM Mamadou, Conseiller technique

SOW Abdoul Malick, Conseiller technique

LOME Aboubacry Demba, Directeur du Plan p.i.

Mme THIONGANE Awa, Directrice de la statistique

Université Cheikh Anta DIOP

Prof. KASSE Moustapha, Directeur du CREA

Délégation à l'insertion, à la réinsertion et à l'emploi

Mme DIOP Angélique, Economiste chargée des projets

LABAT-ANDERSON incorporated

MM. NDAO A., Consultant

NIANE Thierno Seydou, Consultant

USAID

Dr. MICHKA, Economiste